

Une rentrée universitaire sous haute tension

A la veille de réformes sensibles, les établissements sont saturés et 6 000 candidats attendent encore une place

A lors que beaucoup d'universités rouvrent progressivement leurs portes cette semaine, la rentrée qui se profile à l'horizon inquiète de toutes parts. Plusieurs indicateurs virent au rouge : outre les milliers de bacheliers toujours sans affectation, l'afflux d'étudiants sur les bancs universitaires promet d'être difficile à surmonter. Sans compter une rentrée sociale et politique compliquée, avec des syndicats étudiants vent debout contre la baisse de l'aide personnalisée au logement (APL) et opposés à la sélection à l'université qui pourrait émerger de la concertation que vient de lancer le gouvernement.

«*Entre les bacheliers toujours sans place et les amphes surchargés dans des universités qui ont encore poussé les murs, la rentrée sera particulièrement tendue*», prévient d'emblée Lilà Le Bas, à la tête du syndicat étudiant UNEF.

D'après les derniers chiffres du ministère, que *Le Monde* s'est procurés, 6 010 candidats se trouvaient encore dans l'attente d'une proposition dans l'enseignement supérieur sur la plateforme Admission post bac (APB), au 17 août – des bacheliers pour les trois quarts, le reste étant des étudiants en réorientation.

« Privatisation rampante »

Avant la trêve estivale, fin juillet, ils étaient plus de 65 000 jeunes sans affectation : 48 000 ont entre-temps reçu une proposition, tandis qu'au moins 11 000 candidats se sont « évaporés ». Soit qu'ils aient abandonné le projet de poursuivre des études, soit qu'ils aient décidé de rejoindre une formation en dehors d'APB. Ce qui fait craindre à Jimmy Losfeld, président du premier syndicat étudiant, la FAGE, une «*privatisation rampante du système*», la majeure partie des filières hors-APB relevant du secteur privé.

Pour les 6 010 demandeurs encore inscrits sur APB, le ministère s'engage à trouver une solution

dans les semaines qui viennent, mais la mission promet d'être difficile, tant la situation a empiré par rapport à 2016 : à périmètre comparable, 30 % de bacheliers de plus sont concernés. Ceux qui sont issus des lycées profession-

nels et technologiques sont au premier rang des laissés-pour-compte ; ils demandent majoritairement des BTS et des DUT, dans lesquels ils ont les plus grandes chances de réussir, mais qui sont des filières sélectives dont le nombre de places n'augmente qu'à la marge.

L'explication de cette saturation généralisée du système tient à l'explosion de la démographie et de la poursuite d'études – ainsi 39 700

candidats de plus ont effectué un vœu sur APB en mars, dont 25 800 bacheliers – mais aussi à une nouveauté : les étudiants en réorientation, qui veulent changer de filière en cours de route, passent désormais eux aussi par la moulinette de l'algorithme d'APB.

Pour le président de la Conférence des directeurs et doyens des sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps), Didier Delignières, la situation est d'ailleurs encore pire qu'il n'y paraît. «*Si l'on considère qu'un jeune qui a obtenu son 25^e vœu de formation, mais qui ne va pas y aller, fait partie de ceux qui sont censés avoir "trouvé" une place, c'est une manière de se rassurer, mais c'est loin de la réalité*», souligne l'universitaire, qui reçoit chaque jour les mails de candidats désespérés, recalés à l'entrée de sa filière qui croule sous la demande.

Certains envisagent même de «*repasser le bac* » ! Cette année, ce sont près de 10 000 candidats, dont un quart de bacheliers, qui ont été refusés dans la licence qu'ils demandaient en premier vœu, écartés par un tirage au sort dénoncé de toutes parts. Soit quatre fois plus qu'en 2016.

Avec l'arrivée de 20 000 à 40 000 étudiants supplémentai-

res à chaque rentrée depuis déjà trois ans, l'université a de plus en plus de mal à pousser les murs, alors que son budget ne progresse pas. C'est ce qu'elle a pourtant fait, une fois encore : d'après le premier indicateur que constitue la plateforme APB, les facultés ont pu faire 20 000 propositions de plus à des candidats cette année.

«*Entre la pression de ceux qui sont en colère parce qu'ils n'ont pas eu de place, les difficultés des fucs qui vont accueillir plus d'étudiants alors qu'elles sont déjà sur la corde*

raide et les étudiants qui vont découvrir des conditions d'études tout sauf idéales, je ne suis pas rassuré du tout pour la rentrée», résume le doyen Delignières.

« Surbooking »

En 2016 déjà, des grèves avaient eu lieu dans plusieurs UFR de Staps, l'un ayant même repoussé sa rentrée faute de locaux suffisants pour accueillir tout le monde. Cette année, le ministère a promis une aide d'urgence de 1 500 euros par étudiant de plus accueilli dans cette filière. Ce que salue Didier Delignières, mais qui apparaît totalement insuffisant.

A l'université de Strasbourg, qui a augmenté ses capacités d'accueil en Staps mais aussi en psy-

chologie, pour qu'il n'y ait pas un seul candidat laissé sur le carreau par le tirage au sort, le vice-président chargé des formations, Benoît Tock, s'attend aussi à des difficultés dans d'autres filières épargnées jusqu'ici. En sciences sociales et en sciences de la vie, les effectifs devraient en effet progresser de 10 % à 30 % ! Cela signifie des «*problèmes pour trouver des salles, des enseignants, et un travail très lourd pour nos équipes, dans l'urgence* ».

Avec une grande inconnue, qui ne sera levée que dans les prochaines semaines : combien d'étudiants viendront réellement s'inscrire ? Une fois qu'un candidat a reçu et validé une proposition via APB, il doit ensuite s'inscrire dans la licence obtenue. Le

nombre d'étudiants à la fin septembre peut ainsi se révéler moins important que prévu. Mais l'inverse est aussi possible : les formations pratiquent en effet un «*surbooking* », en tablant sur l'évaporation habituelle qui intervient durant l'été.

«*Nous sommes dans l'expectative* », reconnaît Gilles Roussel, à la tête de la Conférence des présidents d'université, qui rappelle les incertitudes qui pèsent en plus cette année sur la rentrée en master. Pour la première fois en effet, la sélection intervient à l'entrée de la première année de master, avec la possibilité, pour les étudiants recalés, d'exercer un recours pour obtenir une place. Il espère donc qu'il n'y aura pas de problèmes pour accueillir tous les

candidats.

Appel à la mobilisation

Dans ce climat difficile, la dernière annonce du gouvernement a fait monter la colère : 331 millions d'euros de coupes budgétaires sont prévues dès 2017, dont 95 millions d'euros concernent l'université. «*Les collègues ne comprennent plus, ça joue vraiment sur le moral*», s'énerve le président de l'université du Maine, Rachid El Guerjouma, qui a augmenté ses effectifs en droit et en Staps, où ses enseignants-chercheurs font déjà 120 heures supplémentaires à leur service annuel.

L'exaspération monte aussi chez les syndicats étudiants, sur le front social. La baisse de 5 euros des APL est unanimement dénoncée, alors que le coût de la vie étudiante va encore augmenter de 2,09 %, d'après l'enquête publiée par l'UNEF le 19 août.

«*Nous appelons les jeunes à se mobiliser à la rentrée pour faire reculer le gouvernement*», annonce Lilà Le Bas, qui promet également d'être vigilante pour que la jeunesse ne soit pas la première victime de la nouvelle réforme du code du travail, dont les contours doivent être annoncés dans les jours qui viennent.

Dernier sujet de tension, et non des moindres : la rentrée va s'ouvrir sur la concertation autour de la réforme de l'accès à l'université, promise pour mettre fin au tirage au sort. L'instauration de prérequis pour entrer à la fac fait partie des options sur la table et elle provoque déjà un vent d'opposition du côté étudiant.

«*S'il s'agit de faire une sélection sèche à la fac, nous irons dans la rue* », menace Jimmy Losfeld, de la FAGE. ■

CAMILLE STROMBONI

« Il est urgent de mettre fin aux 60 % d'échec en première année »

La ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, veut réformer l'accès à l'université, mais récuse le terme de « sélection » à l'entrée

ENTRETIEN

Issue du monde de l'université – elle présidait celle de Nice-Sophia-Antipolis avant d'entrer au gouvernement –, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Frédérique Vidal, dément vouloir instaurer une sélection à l'entrée de l'université et assure que le supérieur reste une « priorité budgétaire » du gouvernement.

Comment la rentrée universitaire s'annonce-t-elle, alors qu'une forte augmentation du nombre d'étudiants est prévue ?

Nous avons géré au mieux l'urgence : les rectorats et les établissements ont effectué un travail immense pour trouver des places partout en France afin d'accueillir le plus d'étudiants possible. Ce travail se poursuivra jusqu'à la rentrée universitaire. Notre objectif est avant tout de ne pas se retrouver dans cette situation l'an prochain. La concertation sur la réforme de l'entrée dans l'enseignement supérieur, lancée en juillet, va reprendre dans les jours

qui viennent, avec la constitution de groupes de travail qui formuleront des propositions d'ici à octobre. La priorité est d'en finir avec cette pratique injuste et inexplicable du tirage au sort à l'entrée de l'université.

L'alternative serait-elle d'instaurer une sélection à l'entrée de l'université ?

Non, ce n'est pas une réforme de la sélection à l'entrée de l'université que nous préparons. Sélectionner, cela signifie accepter ou refuser un candidat. Or, il n'est pas question de refuser un bachelier qui veut poursuivre des études. Nous voulons mettre en place un ensemble de mesures pragmatiques afin de l'accompagner vers la réussite dans l'enseignement supérieur : cela peut passer par une année de remise à niveau, par le développement de plus de places dans les filières courtes, comme les BTS et les DUT. Il n'y a pas de réponse unique. Il est en tout cas urgent de mettre fin à ce taux – insupportable – de 60 % d'échec à l'issue de la première année universitaire.

N'est-ce pas contradictoire de couper 331 millions d'euros au budget de l'enseignement supérieur et de la recherche en 2017 ?

Chaque ministère a été sollicité pour réaliser les économies nécessaires au bouclage du budget 2017. Nous participons à l'effort collectif. Rappelons qu'il s'agit de crédits qui n'avaient pas été affectés aux établissements, puisqu'ils correspondent en grande partie à la réserve de précaution bloquée en début d'année. Ces sommes ne sont pas négligeables, mais il ne s'agit aucunement de montants déterminants pour les établissements. Cela représente à peine 1 % de l'ensemble de notre budget, et ne met aucunement en danger le fonctionnement des universités.

Le premier ministre et le président ont bien conscience de l'augmentation du nombre d'étudiants et des besoins du secteur de la recherche. L'enseignement supérieur et la recherche figurent au rang des priorités budgétaires, ce qui va se refléter dans le budget 2018 en cours d'élaboration.

Comment expliquer la baisse de 5 euros de l'aide personnelle

au logement (APL), alors que les syndicats alertent sur la précarité des étudiants ?

Les APL auraient dû baisser en janvier, mais le précédent gouvernement a renoncé à mettre en œuvre ce à quoi il s'était engagé. Nous avons donc dû effectuer cette diminution, afin de financer le budget 2017.

Mais la question de l'accompagnement des étudiants dans leur autonomie est un chantier que nous ouvrons aussi dans cette concertation de rentrée. L'objectif est d'aboutir à un ensemble de propositions à l'automne, qui seront mises en œuvre à la rentrée 2018. Je suis très attentive aux demandes des syndicats étudiants, notamment la FAGE et l'UNEF, de revoir le système des aides sociales aux étudiants dans sa globalité.

Pour la rentrée qui arrive, les frais d'inscription, le prix du ticket de restauration ainsi que celui des résidences universitaires ne vont pas augmenter. Nous créons en outre une aide de 1 000 euros pour les étudiants qui vont changer de région entre la licence et le master. Dans le contexte actuel, ce sont des efforts très significatifs. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. ST.

Le coût de la vie étudiante en hausse

Le coût de la vie étudiante est en augmentation de 2,09 % à la rentrée 2017, selon l'enquête annuelle de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Un bond notable alors que l'inflation est quasi nulle (0,7 % en juin, selon l'Insee). Cette nouvelle pression sur le budget déjà serré de la population estudiantine est principalement due à l'accroissement du coût du logement (qui représente 53 % du budget étudiant) et des transports. Plusieurs villes cumulent des augmentations dans les deux secteurs, selon le syndicat étudiant, qui cite Paris, Evry, Lyon, Strasbourg, Nancy, Clermont-Ferrand, Angers, Mulhouse, Nîmes, Rennes et Rouen. « L'augmentation du coût de la vie enfonce un peu plus à chaque rentrée les étudiants dans la précarité », insistent les auteurs de l'étude.